

LE BILAN DE HOLLANDE, VALLS, TAUBIRA

LE DÉSASTRE DE L'INSECURITÉ

Grâce à l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) ¹, on en sait plus sur le bilan de François Hollande en matière de lutte contre les délinquances. Après trois ans de laxisme, les chiffres sont sans appel. L'échec de « l'idéologie Taubira » est cuisant et ce sont les Français qui payent les conséquences.

Depuis 2012, François Hollande multiplie les mauvaises décisions. **Fidèle à sa tradition angélique, la gauche engage une politique laxiste :**

- Annulation du programme de création de 24 000 places de prison ;
- Création d'une nouvelle peine de sursis (« la contrainte pénale ») pour éviter l'incarcération des personnes encourant des peines de moins de 5 ans de prison ferme ;
- Libérations conditionnelles automatiques et aménagements de peines généralisés ;
- Suppression des peines planchers pour les multirécidivistes.

Loin de renoncer à cette politique de désarmement pénal, le gouvernement s'est engagé à poursuivre dans cette impasse, avec la suppression programmée des tribunaux correctionnels pour mineurs récidivistes et de la rétention de sûreté des criminels les plus dangereux.

En parallèle, **le discours du gouvernement nourrit la défiance à l'égard des forces de l'ordre** - symbolisée par l'obligation du port d'un numéro de matricule - et ne propose aucune réforme pour faire face à la faiblesse croissante des moyens.

Mais au-delà des effets de manche de Manuel Valls et des postures de Bernard Cazeneuve, **il y a la réalité chiffrée des trois premières années du quinquennat :**

- **Augmentation des atteintes aux biens** (+1,62 %). Les cambriolages ont augmenté de +7,36 % - soit près de 68 cambriolages quotidiens de plus qu'il y a trois ans -, et les vols à la tire de +13,4 %.
- **Explosion des atteintes volontaires à l'intégrité physique** (+8,5 %). Les zones rurales et périurbaines sont particulièrement frappées : +32,7 %. Il faut également retenir l'augmentation dramatique des violences sexuelles : +27,9 %.
- **Escroqueries et infractions économiques et financières** : +11,8 %.

Derrière la froideur implacable de ces chiffres, il y a la vie quotidienne de millions de Français. Leur inquiétude n'est pas un « sentiment » : c'est la conséquence de l'inaction du gouvernement qui ne fait rien pour les protéger.

Du haut des perrons ministériels, les discours généreux fleurissent ; sur le terrain, l'impunité règne. C'est le retour des années Jospin !

1. Bulletin du 30 avril 2015.